



L'évolution de la demande politique en France de 2009 à 2021

Luc Rouban

► To cite this version:

Luc Rouban. L'évolution de la demande politique en France de 2009 à 2021. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2021, pp.1-12. hal-03475922

HAL Id: hal-03475922

<https://sciencespo.hal.science/hal-03475922>

Submitted on 11 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

Note de recherche
Le Baromètre de la confiance politique / Vague 12bis

Juillet 2021

L'ÉVOLUTION DE LA DEMANDE POLITIQUE EN FRANCE DE 2009 À 2021

Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

luc.rouban@sciencespo.fr

L'une des questions soulevées par le niveau record d'abstention aux élections régionales et départementales de 2021 est celle de l'adéquation entre l'offre et la demande de politique. On peut estimer que l'offre est systématiquement rejetée pour l'incapacité même des élus à résoudre les attentes des électeurs ou à changer leur vie au quotidien. Il s'agit alors de mesurer la demande d'efficacité qui saisit des citoyens imprégnés d'une culture consumériste et qui attendent des prestations taillées sur mesure ou qui restent incrédules et méfiants à l'égard d'un personnel politique qu'ils jugent pétri de conflits d'intérêts et globalement corrompu. Mais on peut également se poser la question de savoir pourquoi il existe un décalage entre l'offre et la demande politique en examinant l'évolution sur le moyen terme des valeurs qui structurent les représentations et les options électorales des électeurs. Cela conduit aussi à s'interroger sur la marge de manœuvre réelle des candidats à l'élection présidentielle de 2022.

Pour répondre à ces questions, on peut suivre sur le moyen terme l'évolution des valeurs économiques et culturelles des Français mesurées en décembre 2009, décembre 2013, décembre 2017 et mai 2021 au travers, respectivement, des vagues 1, 5, 9 et 12bis du Baromètre de la confiance politique¹. On a choisi ces dates afin qu'elles témoignent d'une situation relativement stable appréciée après l'élection présidentielle et en dehors des périodes de traumatisme ou de conflit, comme c'est le cas en 2008 lors de la crise financière mondiale, en 2015 après les attentats terroristes ou en 2018 après la crise des Gilets jaunes. La dernière date s'inscrit évidemment dans le cadre de la crise sanitaire mais elle permet d'appréhender la dernière situation connue. On a également choisi de prendre un intervalle de quatre ans entre chaque mesure.

La vague 1 a été administrée auprès d'un échantillon de 1 475 personnes interrogées du 22 au 30 décembre 2009 ; la vague 5 a été administrée auprès d'un échantillon de 1 803 personnes interrogées du 25 novembre au 12 décembre 2013 ; la vague 9 a été administrée auprès d'un échantillon de 2 084 personnes du 13 au 26 décembre 2017 ; la vague 12bis (panélysée avec la vague 12) a été administrée auprès d'un échantillon de 1 832 personnes du 3 au 11 mai 2021.

1.

En ligne,
<https://www.sciencespo.fr/cevipof>.

2.

L'indice de libéralisme culturel repose sur les réponses données aux questions ou aux propositions : « Il y a trop d'immigrés en France », « Il faut rétablir la peine de mort », « Les couples homosexuels devraient avoir le droit de se marier civilement », cette dernière proposition étant remplacée dans la vague 12bis par : « La procréation médicalement assistée (PMA) est une bonne chose pour les femmes seules ou homosexuelles ».

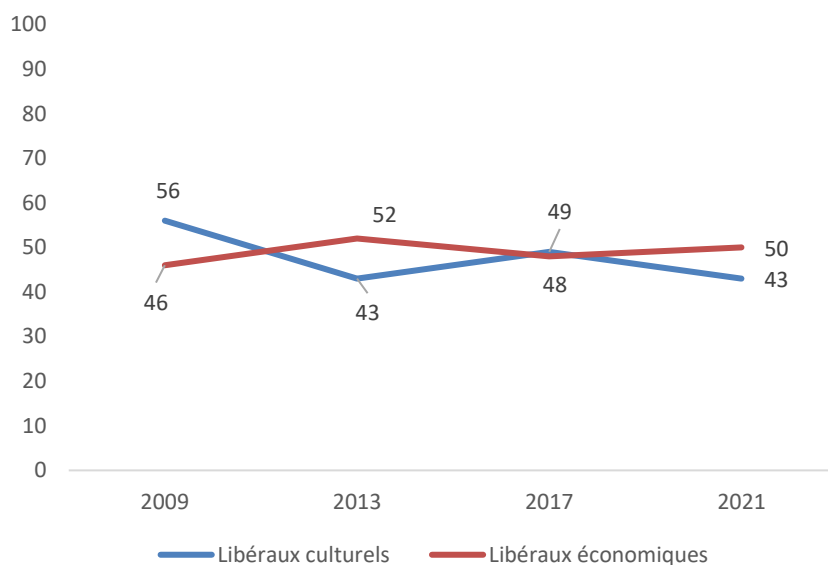
3.

L'indice de libéralisme économique repose sur les réponses données aux questions ou aux propositions : « Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté », « Personnellement, souhaitez-vous que le système capitaliste soit réformé sur quelques points ou ne soit pas réformé ? » (on a additionné ces deux modalités), « Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ».

L'évolution contra-cyclique des valeurs sur le moyen terme

Pour mesurer l'évolution des valeurs entre 2009 et 2021, on s'est appuyé à la fois sur un indice de libéralisme culturel, mesurant le degré de tolérance dans le domaine de l'immigration, de la répression pénale et des pratiques sexuelles et reproductrices², et sur un indice de libéralisme économique mesurant le degré de soutien aux entreprises privées, à la redistribution des revenus et au capitalisme³. Chaque indice repose donc sur trois variables et va de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives. Chaque indice a été ensuite dichotomisé entre un niveau bas (0 ou 1 réponse positive) et un niveau haut (2 ou 3 réponses positives). La plupart des résultats sont présentés sous la forme de pourcentages concernant la distribution du niveau haut de chaque indice.

Graphique 1 : L'évolution moyenne du libéralisme culturel et du libéralisme économique entre 2009 et 2021 (% de la partie haute de l'indice)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 1, 5, 9 et 12bis.

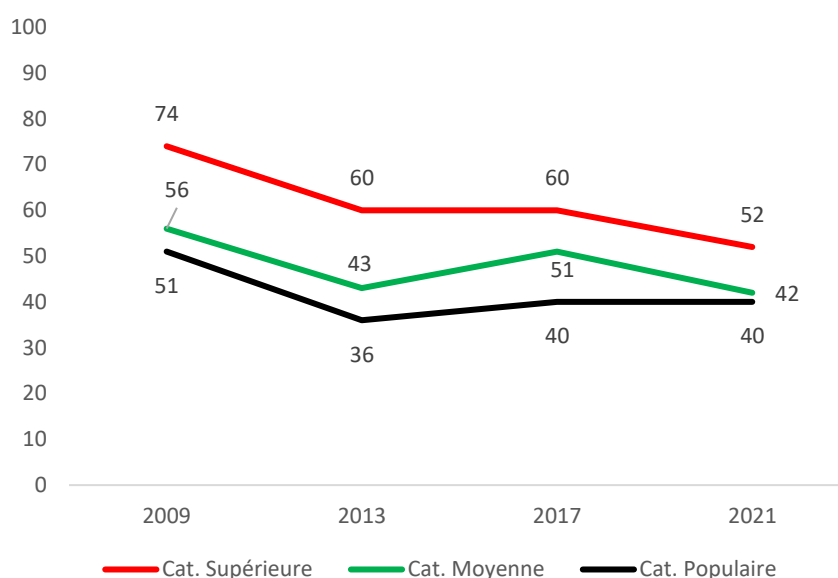
Comme le montre le graphique 1, le niveau de libéralisme culturel est à la baisse sur le long terme, perdant 16 points entre 2009 et 2021 alors que le niveau de libéralisme économique reste stable et assez bas. Mais le graphique montre également le caractère contra-cyclique des univers de valeurs partagés par les enquêtés et des valeurs défendues par les présidences en place : sous Nicolas Sarkozy, moins de libéraux économiques et davantage de libéraux culturels alors que c'est l'inverse un an après la victoire de François Hollande. Les débuts de la présidence d'Emmanuel Macron correspondent à un moment de convergence moyenne entre les niveaux de libéralisme économique et culturel alors que la situation évolue à nouveau un an avant la fin de son quinquennat en direction d'un affaiblissement sensible du libéralisme culturel. Ce graphique montre qu'aucun des trois derniers Présidents ne bénéficie longtemps du consensus qu'il aurait pu souhaiter sur la base de son programme électoral soit du fait des événements (la crise économique de 2008, les « bonnets rouges » ou les émeutes de Trappes en 2013, la multiplication des attentats terroristes après 2017) soit d'une évolution plus générale des représentations sociales (le rapport à l'État et à la fiscalité, la demande de protection interne et externe).

4.

La définition des catégories socioprofessionnelles est donnée en annexe.

Le déphasage entre l'offre et la demande politique est visible et marque l'ouverture de la campagne électorale pour l'élection présidentielle de 2022. Peut-on trouver des variations par catégorie socioprofessionnelle ? Comme le montre le graphique 2, c'est dans les catégories socioprofessionnelles supérieures⁴ que le niveau de libéralisme culturel baisse le plus en termes relatifs, perdant 22 points entre les deux dates de référence et cet affaiblissement est progressif. Dans les catégories moyennes et populaires, la période 2009-2013 voit une chute brutale du niveau de libéralisme culturel, qui remonte ensuite quelque peu.

Graphique 2 : Le niveau de libéralisme culturel par catégorie socioprofessionnelle (% de la partie haute de l'indice)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 1, 5, 9 et 12bis.

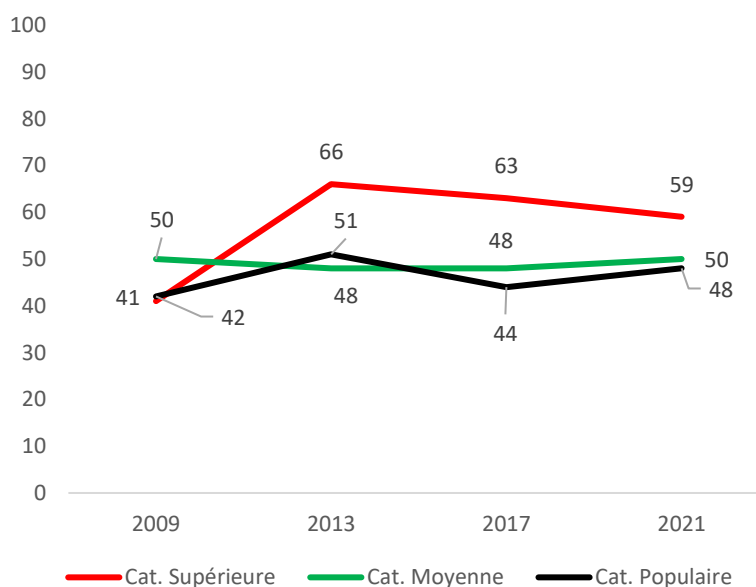
Les limites de la tolérance sociétale

En 2021, l'enjeu pour Emmanuel Macron, comme pour tous les candidats à l'élection présidentielle de 2022, est de tenir compte de la réduction de l'écart qui sépare habituellement les catégories socioprofessionnelles sur le terrain de la tolérance sociétale, appelant une offre politique pénale plus répressive et une politique migratoire plus restrictive. C'est bien en effet sur le terrain régalien, plus que sur celui de la reproduction ou des pratiques sexuelles, que se joue cette évolution. Par exemple, les catégories supérieures défendaient le mariage homosexuel à hauteur de 75% en 2009 et les catégories populaires à hauteur de 73%. En 2013, on était respectivement à 66% et 64% et en 2017 à 77% et 74%. En 2021, 60% des membres des catégories supérieures comme 65% des catégories populaires sont favorables à la PMA pour les femmes homosexuelles ou seules. En revanche, la proportion de ceux qui sont opposés au rétablissement de la peine de mort passe de 82% dans les catégories supérieures en 2009 à 62% en 2021 et cette baisse, mais de moindre ampleur, se retrouve dans les catégories populaires bien qu'à un niveau de départ plus bas, passant dans le même temps de 52% à 42%. De la même façon, la proportion de ceux qui pensent qu'il y a trop d'immigrés passe de 31% dans les catégories supérieures en 2009 à 54% en 2021 et de 59% dans les catégories populaires à 70%.

Un libéralisme économique assez faible mais discriminant

En matière de libéralisme économique, les contrastes sont moins forts et si son niveau augmente en moyenne sur le long terme, c'est de manière modérée tout en restant un facteur de clivage social entre les catégories supérieures d'une part et les catégories moyennes et populaires de l'autre. Entre 2009 et 2021, le niveau de libéralisme économique a surtout crû dans les catégories supérieures alors qu'il reste très stable dans les catégories moyennes et irrégulier dans les catégories populaires qui se distinguent néanmoins de plus en plus des catégories supérieures sur le terrain de la confiance à porter aux entreprises ou de la politique de redistribution. Alors que les catégories supérieures font confiance aux entreprises à hauteur de 39% seulement en 2009 contre 44% des catégories populaires, ce qui peut être mis sur le compte d'un regard critique favorisé par la crise de 2008, elles leur font confiance à concurrence de 66% en 2021 contre 52% des catégories populaires. De la même façon, alors que les catégories supérieures défendent l'idée de « prendre aux riches pour donner aux pauvres afin d'établir la justice sociale » à hauteur de 60% en 2009 contre 67% des catégories populaires, l'écart se creuse en 2021 puisque les premières souscrivent à cette proposition à 43% contre 63% des secondes. Les différences de « classes » objectives se sont accrues. En revanche, l'idée de préserver le capitalisme ou de ne le réformer seulement que sur quelques points réunit 52% des catégories supérieures en 2009 et 59% des catégories populaires contre 60% des premières et 59% des secondes en 2021. Le débat s'organise donc semble-t-il bien plus autour de la redistribution des richesses que sur le terrain d'un mouvement révolutionnaire anticapitaliste.

Graphique 3 : Le niveau de libéralisme économique par catégorie socioprofessionnelle (% de la partie haute de l'indice)



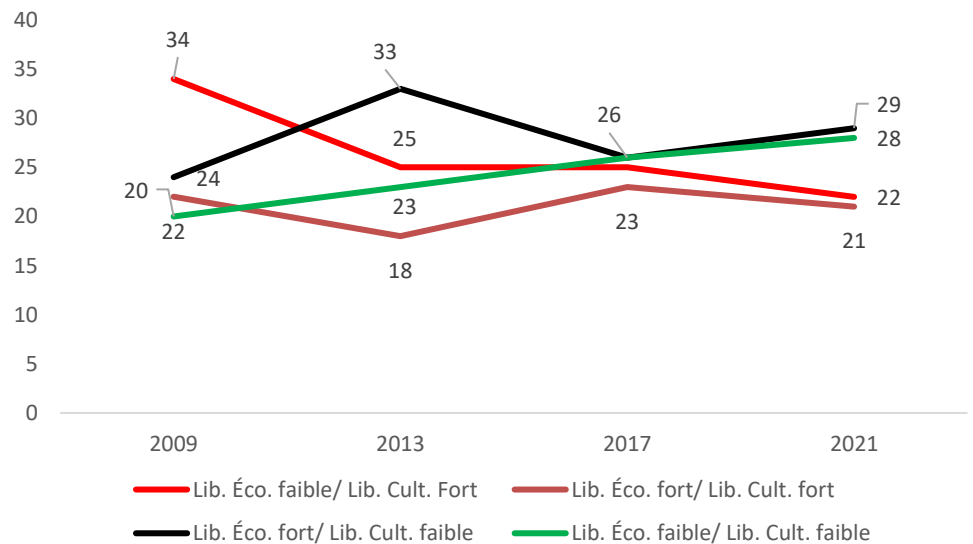
Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 1, 5, 9 et 12bis.

Les quatre grandes familles politiques

Si l'on croise le libéralisme économique et le libéralisme culturel, on obtient un tableau à double entrée distinguant quatre grandes demandes politiques selon la combinaison de ces deux dimensions : les électeurs faiblement libéraux sur le plan économique mais fortement libéraux sur le plan culturel, les électeurs fortement libéraux et sur le plan économique et sur le plan culturel, les électeurs fortement libéraux sur le plan économique mais faiblement libéraux sur le plan culturel et les électeurs faiblement libéraux et sur le plan économique et sur le plan culturel.

Quelle est la part respective et l'évolution de ces quatre groupes entre 2009 et 2021 ? Leur part est assez équilibrée mais l'évolution sur le moyen terme, comme le montre le graphique 4, est celle d'une montée en puissance du quatrième groupe, celui qui réunit des enquêtés ayant à la fois un faible niveau de libéralisme économique et un faible niveau de libéralisme culturel, dont la proportion passe de 20% en 2009 à 28% en 2021, et dont il faut désormais cerner les caractéristiques politiques. Le second groupe en augmentation relative est celui des enquêtés fortement libéraux sur le plan économique et faiblement libéraux sur le plan culturel, c'est-à-dire, globalement, les électeurs de la droite parlementaire. Le groupe des libéraux dans les deux dimensions, qui correspond à l'électorat centriste et macroniste, reste stable entre les deux dates de référence alors que celui des enquêtés à la fois peu libéraux sur le plan économique et fortement libéraux sur le plan culturel, soit, en grande partie, les électeurs de gauche, faiblit sensiblement puisque sa proportion passe de 34% à 22%.

Graphique 4 : L'évolution de la part des quatre grandes familles politiques dans l'espace politique français entre 2009 et 2021 (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 1, 5, 9 et 12bis.

C'est bien la montée en puissance des antilibéraux culturels, qu'ils soient libéraux ou pas sur le plan économique, qui marque la période 2017-2021 et c'est dans la réunion de ces deux groupes que réside sans doute la victoire électorale pour l'élection présidentielle de 2022.

5.

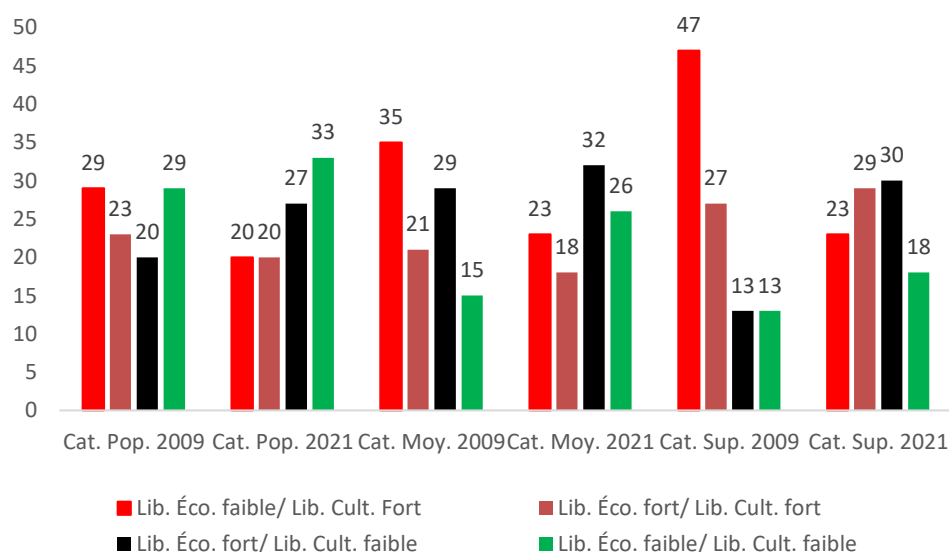
Cette absence de positionnement est mesurée par le fait que l'enquêté répond « ni à gauche ni à droite » ou bien « et à gauche et à droite » ou encore qu'il ne sait pas.

L'auto-positionnement politique des enquêtés, selon leur groupe d'appartenance, apparaît comme stable, ce qui permet de penser que ces quatre groupes définissent bien des univers politiques différents. Par exemple, en 2009, le groupe des faiblement libéraux économiques et fortement libéraux culturels se positionne à gauche à hauteur de 55% (dont 9% très à gauche), 12% au centre et 7% à droite alors que 27% d'entre eux ne se positionnent pas⁵. En 2021, les proportions respectives sont de 51% à gauche (dont 6% très à gauche), 13% au centre, 6% à droite alors que 30% ne se positionnent pas. La seule différence sensible est que la proportion d'enquêtés ne se positionnant pas politiquement a augmenté dans presque tous les groupes sauf un. Elle passe ainsi de 32% à 42% dans le groupe des libéraux économiques et culturels et de 30% à 41% dans le groupe des libéraux économiques mais antilibéraux culturels. En revanche cette proportion reste stable à hauteur de 48% dans le groupe des antilibéraux économiques et culturels.

Les évolutions des attentes sociales

Peut-on observer une évolution dans la structure sociale de chaque groupe ? Entre 2009 et 2021, on voit que la part des enquêtés faiblement libéraux sur le plan économique et fortement libéraux sur le plan culturel baisse dans toutes les catégories sociales mais surtout dans les catégories supérieures. La part des libéraux à la fois sur le plan économique et sur le plan culturel baisse très légèrement dans les catégories populaires et moyennes et augmente très légèrement dans les catégories supérieures mais la situation est restée globalement stable. En revanche, la part des libéraux économiques et antilibéraux culturels triple sa représentation dans les catégories supérieures alors qu'elle augmente aussi dans les catégories populaires. Et la part des antilibéraux de toutes sortes grimpe dans le même temps surtout dans les catégories moyennes, où elle double sa représentation, et supérieures.

Graphique 5 : L'évolution de la part de chaque groupe politique au sein des catégories sociales entre 2009 et 2011 (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 1, 5, 9 et 12bis.

Lecture : au sein des catégories populaires en 2009, on trouve 29% d'enquêtés faiblement libéraux sur le plan économique et fortement libéraux sur le plan culturel. On n'en trouve plus que 20% en 2021.

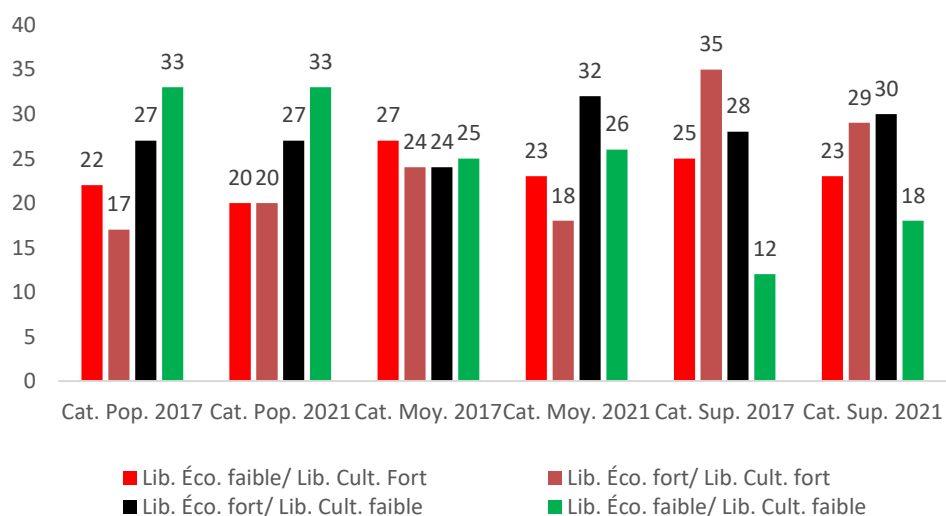
6.

Luc Rouban, « De Bayrou à Macron, la décomposition du centrisme électoral », dans Bruno Cautrès et Anne Muxel (dir.), *Histoire d'une révolution électorale 2015-2018*, Paris, Classiques Garnier, 2019, p. 147-158.

L'analyse sur le long terme montre que les changements axiologiques ne touchent pas les divers groupes sociaux au même rythme. En effet, la grande chute du potentiel électoral de la gauche au sein des catégories supérieures et des catégories populaires a lieu entre 2009 et 2013, la proportion d'enquêtés antilibéraux économiques et libéraux culturels passant dans le premier cas de 47% à 26% et dans le second de 29% à 21% pour diminuer encore un peu après mais sur une pente bien plus faible. Cette baisse est bien moindre et plus régulière dans les catégories moyennes, puisque l'on passe entre ces deux dates de 35% à 27%. C'est également entre ces deux dates que l'on observe une augmentation spectaculaire de la proportion d'enquêtés libéraux économiques et antilibéraux culturels, passant de 13% à 33% dans les catégories supérieures et de 20% à 36% dans les catégories populaires alors que cette croissance est là encore bien moindre dans les catégories moyennes puisque l'on y passe de 29% à 32%, soit une quasi-stabilité. La proportion du potentiel électoral centriste, représenté par les enquêtés libéraux sur le plan économique comme sur le plan culturel, reste relativement stable sur toute la période, subissant des phénomènes d'oscillations visibles dans toutes les catégories sociales. Dans les catégories moyennes, ce groupe passe ainsi de 21% en 2009 à 15% en 2013 pour remonter à 24% en 2017 et redescendre à 18% en mai 2021, ce qui semble confirmer l'instabilité du potentiel électoral centriste en France⁶. Quant au quatrième groupe, celui des antilibéraux de tous bords, son évolution est très modérée dans les catégories populaires sur toute la période, brutale dans les catégories moyennes entre 2009 et 2013, sa proportion passant de 15% à 25%, mais restant stable ensuite à ce niveau, et irrégulière dans les catégories supérieures en grimpant surtout entre 2017 et 2021 puisque sa proportion passe de 12% à 18%.

Cette évolution du moyen terme est-elle confirmée par des glissements significatifs d'un groupe à l'autre entre le début du quinquennat d'Emmanuel Macron et mai 2021 ? Comme le montre le graphique 6, c'est bien dans les catégories moyennes et supérieures que la proportion de libéraux de tous bords a baissé entre 2017 et 2021.

Graphique 6 : L'évolution de la part de chaque groupe politique au sein des catégories sociales entre 2009 et 2011 (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 1, 5, 9 et 12bis.

Les évolutions de la demande politique

7.

On a rattaché au groupe des « ni à gauche ni à droite » les enquêtés répondant qu'ils ne savaient pas préciser leur position politique et ceux qui estiment être à la fois de gauche et de droite.

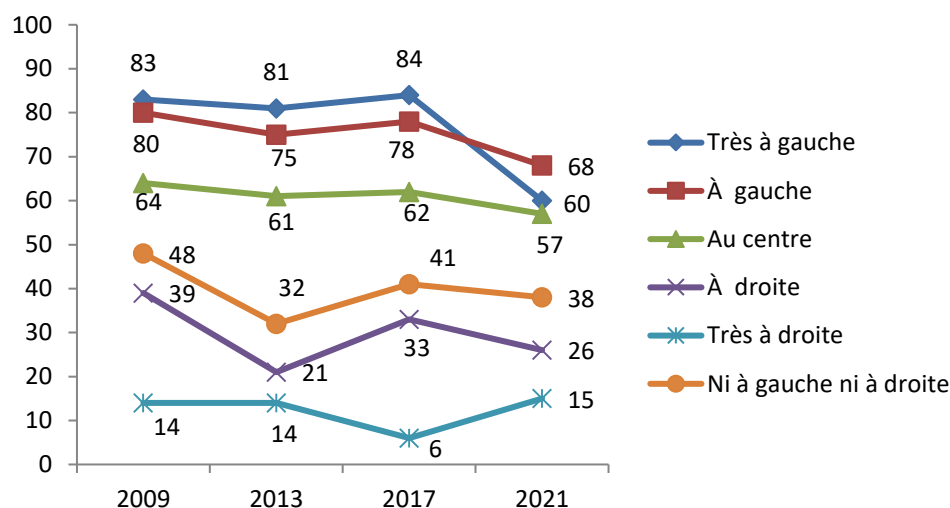
La demande politique peut être également analysée à partir de l'auto-positionnement politique des enquêtés qui peuvent se considérer comme « très à gauche », « à gauche », « au centre », « à droite », « très à droite » et « ni à gauche ni à droite⁷ ». Ce positionnement en tant que tel n'a pas beaucoup bougé entre 2009 et 2021. Entre les deux dates, la proportion d'enquêtés se situant très à gauche passe de 4% à 3%, celle des enquêtés de gauche de 24% à 20%, celle des enquêtés du centre de 13% à 12%, ce qui au passage témoigne du fait que la victoire d'Emmanuel Macron n'a pas suscité d'engouement pour le centre, celle des enquêtés de droite de 22% à 20%, celle des enquêtés très à droite de 3% à 6% et celle des enquêtés ne se situant pas ou refusant ce classement passant de 35% à 41%. La proportion des enquêtés qui ne se disent ni de droite ni de gauche a surtout augmenté entre 2013 et 2017, passant de 30% à 42% pour rester stable à 41% en 2021.

8.

Janine Mossuz-Lavau, *Le clivage droite-gauche : toute une histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, Paris, 2020.

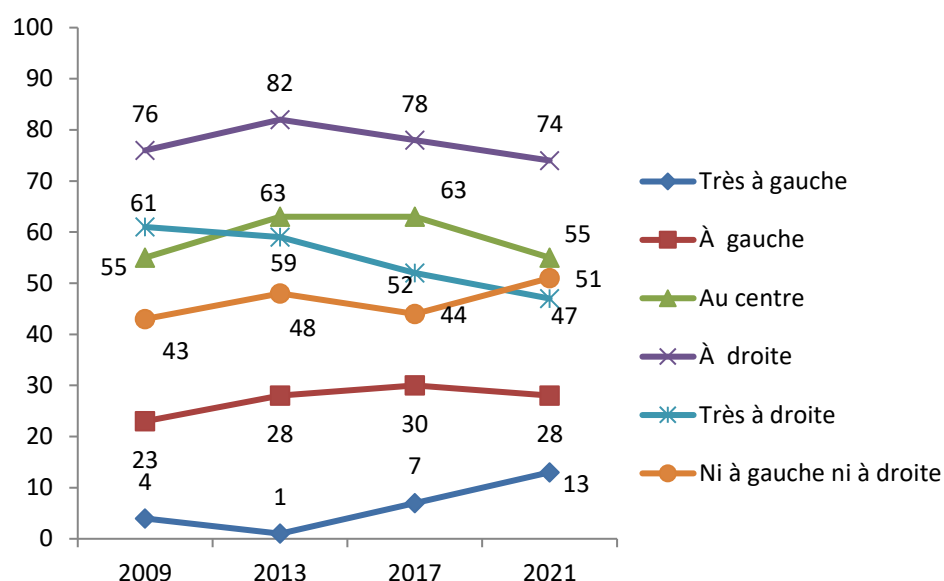
En revanche, la lecture des graphiques 7 et 8 montre clairement trois choses. Tout d'abord, le clivage droite-gauche est toujours très vivant aussi bien sur le terrain culturel que sur le terrain économique. Quoi que l'on ait dit sur l'élection présidentielle de 2017, celle-ci n'a pas effacé des clivages puissants et rien ne permet d'affirmer en 2021 que ceux-ci auraient disparu au sein de la demande politique même si l'offre est incapable de s'en saisir⁸. Ensuite, on observe bien un tassement du niveau de libéralisme culturel qui touche sensiblement les enquêtés très à gauche ou à gauche mais aussi les enquêtés de droite, surtout après 2017, alors que les enquêtés très à droite paraissent au contraire un peu plus libéraux. Enfin, on observe une baisse générale du niveau de libéralisme économique qui remonte cependant chez les enquêtés très à gauche et chez les enquêtés qui s'affirment n'être ni de gauche ni de droite.

Graphique 7 : Le niveau de libéralisme culturel par position politique (% de la partie haute de l'indice)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 1, 5, 9 et 12bis.

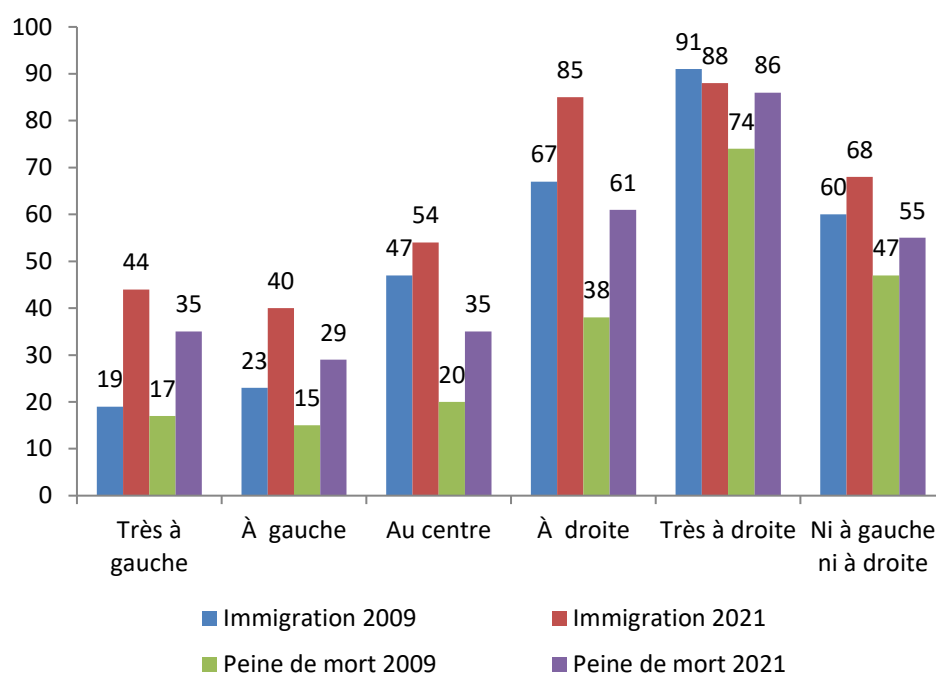
**Graphique 8 : Le niveau de libéralisme économique par position politique
(% de la partie haute de l'indice)**



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 1, 5, 9 et 12bis.

Les graphiques 7 et 8 présentent la distribution de la partie haute de l'indice de libéralisme culturel et de l'indice de libéralisme économique, ce qui conduit à présenter des résultats obtenus sur plusieurs questions corrélées. Mais si l'on prend certaines questions particulièrement clivantes, comme le fait de considérer qu'il y a trop d'immigrés en France ou qu'il faudrait rétablir la peine de mort, on voit plus nettement les transformations qui ont touché notamment la gauche dans son ensemble et la gauche radicale en particulier. Le graphique 9 fait la comparaison entre les réponses données à ces deux questions entre 2009 et 2021. On mesure alors plus précisément la difficulté pour les partis de gauche de rester fidèles à leur positionnement libéral sur le terrain sociétal. L'évolution est également particulièrement sensible sur ces dimensions pour les enquêtés qui se positionnent à droite.

Graphique 9 : Réponses données aux questions « il y a trop d'immigrés en France » et « il faudrait rétablir la peine de mort » entre 2009 et 2021 par position politique (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 1, 5, 9 et 12bis.

La droitisation culturelle et la droitisation économique des électorats entre 2017 et 2021

Si l'on examine maintenant l'évolution des choix politiques préférés des divers électorats entre 2017 et 2021 on constate un début d'éclatement des électorats autour du clivage droite-gauche. La confusion du débat actuel vient du fait que la « droitisation » générale ne joue pas sur le même terrain selon les groupes d'électeurs de 2017. C'est sur le terrain culturel que l'électorat de Jean-Luc Mélenchon s'est droitisé, car le groupe des antilibéraux économiques et culturels a gagné 8 points entre les deux dates. C'est en revanche sur le terrain économique que l'électorat de Marine Le Pen s'est droitisé puisque le groupe des antilibéraux économiques et culturels perd 9 points alors que celui des libéraux économiques mais antilibéraux culturels en gagne 5. L'électorat de Benoît Hamon est resté stable. C'est également sur le terrain culturel que l'électorat d'Emmanuel Macron s'est droitisé tout comme celui de François Fillon. Quant à la masse des électeurs ayant voté blanc ou nul ou s'étant abstenu, elle a glissé elle aussi vers la droite sur le terrain culturel tout en restant assez peu libérale sur le plan économique. La question pour Marine Le Pen sera donc, paradoxalement, non pas de se « re-diaboliser » sur le terrain culturel mais bien de trouver une solution de compromis entre libéralisme économique et interventionnisme afin d'attirer à elle des électeurs abstentionnistes.

Tableau 1 : La répartition des groupes politiques au sein de chaque électorat entre 2017 et 2021 (%)

	J.-L. Mélenchon		B. Hamon		E. Macron		F. Fillon		M. Le Pen		BNA	
	2017	2021	2017	2021	2017	2021	2017	2021	2017	2021	2017	2021
Lib. Éco. - Lib. Cult. +	53	45	57	55	28	28	6	3	4	8	25	20
Lib. Éco. + Lib. Cult. +	14	11	21	21	42	36	33	28	6	5	23	23
Lib. Éco. + Lib. Cult. -	10	13	5	8	14	19	49	55	40	45	25	23
Lib. Éco. - Lib. Cult. -	23	31	17	16	16	17	12	14	51	42	27	34

Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 1, 5, 9 et 12bis.

La formule gagnante pour 2022

Les enquêtés ne se situant ni à gauche ni à droite constituent désormais le groupe d'électeurs potentiels le plus important pour les divers candidats à l'élection présidentielle. Les graphiques 7 et 8 montrent que cette absence d'identification idéologique explicite n'empêche pas qu'ils se situent aussi bien sur le terrain culturel que sur le terrain économique bien plus proches des enquêtés de droite que des enquêtés de gauche. C'est eux qui, statistiquement, créent cette alliance entre un faible libéralisme culturel et un faible libéralisme économique qui sera l'axe stratégique central pour les candidats au second tour de l'élection présidentielle. Et ce sont encore eux qui ont fait basculer le centre de gravité de la vie politique de la gauche vers la droite. Entre 2009 et 2021, la part d'entre eux qui étaient antilibéraux sur le plan économique et libéraux sur le plan culturel est passée de 26% à 16%. La part de libéraux économiques et culturels est restée stable autour de 21%. La part de ceux qui étaient libéraux économiques et antilibéraux culturels est passée de 22% à 29% et la part des antilibéraux économiques et culturels est passée de 30% à 33%. La formule gagnante pour 2022 serait donc d'être assez fortement antilibérale sur le plan culturel, du moins sur le terrain régalien ou pénal, et ambiguë sur le terrain économique en jouant à la fois la carte des entreprises privées et de la redistribution fiscale. Il reste que cet objectif peut être atteint aussi bien par Xavier Bertrand, par Emmanuel Macron que par Marine Le Pen. Ce sera évidemment bien plus difficile pour le ou les candidats de gauche.

Annexe

La définition des catégories socioprofessionnelles

Celles-ci sont définies de la manière suivante : les catégories populaires comprennent les artisans, les commerçants, les employés, les policiers et militaires, les employés administratifs d'entreprise, les employés de commerce, le personnel des services directs aux particuliers, les ouvriers qualifiés, les chauffeurs, les ouvriers non qualifiés, spécialisés, les ouvriers agricoles, les anciens employés, les anciens ouvriers, les chômeurs n'ayant jamais travaillé. Les catégories moyennes comprennent : les professeurs professions scientifiques, les contremaîtres, les agents de maîtrise, les employés civils et agents de service de la fonction publique, les personnes au foyer, les

agriculteurs exploitants, les professions de l'information, des arts et des spectacles, les instituteurs et assimilés, l'encadrement de la santé et du travail social, le clergé et religieux, l'encadrement administratif de la fonction publique, l'encadrement administratif et commercial des entreprises, les techniciens. Les catégories supérieures comprennent : les chefs d'entreprise de 10 salariés et plus, les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise, les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise. Les étudiants ont été écartés de la classification. Les retraités ont été distribués dans les catégories en fonction de leur emploi antérieur.